

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Madeline Berre, Porte-parole du gouvernement :

"Le gouvernement gabonais tient à rappeler son attachement à la légalité constitutionnelle et son profond respect des règles démocratiques qui prohibent toute action violente à des fins politiques".

Vincent de Paul Massassa, ministre du Pétrole, du Gaz, des Hydrocarbures et des Mines :

"L'activité pétrolière dans notre pays est une source de recettes. Tout ce qui est recherché vise à accroître le bien-être des populations gabonaises".

Biendi Maganga Moussavou, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation :

"Nous avons réussi à avoir 75 000 hectares de parcelles agricoles qui sont en cours d'exploitation. Il est de notre responsabilité de former des jeunes aux métiers de la pêche".

Charles Mve Ellah, ministre délégué auprès du ministre des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres :

"Grâce aux réformes initiées, nous avons pu créer 15 000 emplois, malgré le contexte de crise sanitaire".

Général de division Serge Hervé Ngoma, commandant en chef des Forces de police nationale (FPN) :

"Les policiers (Ndr: 1500 sur l'ensemble du territoire national) ainsi déployés auront pour missions d'intensifier les patrouilles pédestres et motorisées, contrôler et interpellier les individus suspects, veiller à l'application stricte des mesures gouvernementales contre la Covid-19, intensifier les patrouilles sur la façade maritime, renseigner".

Jonathan Ndoutoume Ngome, ancien porte-parole de Démocratie nouvelle (DN) :

"Ce rétropédalage [rumeur relative à la démission de René Ndemezo'Obiang du PDG] n'a jamais été envisagé et reste inenvisageable. Toutes ces informations relèvent d'une instrumentalisation et d'une manipulation grotesque visant à discréditer l'ex-premier secrétaire de DN et ses partisans".

Querelles au CLR : Nicole Assélé s'explique

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

VERS un scénario à la "Le Pen" ? Voilà ce à quoi renvoie l'actuel flou artistique régnant dans les rangs du Centre des libéraux réformateurs (CLR). C'est dire que le schisme est désormais perceptible dans cette écurie politique se revendiquant du "centre". En atteste la réunion d'échanges et d'éclairage avec les représentants des organes de base de la commune de Libreville, le week-end écoulé, convoqué par Nicole Assélé, déléguée générale du CLR, évincée (pourtant) par le président-fondateur, Jean-Boniface Assélé.

Occasion pour la deuxième personnalité de cette formation politique de contester la décision du général à la retraite, par ailleurs son géniteur. Objectif : lever toute équivoque et autres malentendus. "Ce moment important m'a permis (...) tout d'abord d'entretenir les participants sur le contexte d'incompréhension que traverse le CLR, suite à des décisions causant un certain trouble auprès de l'ensemble de nos militants", a déclaré Nicole Assélé. Selon elle, l'actuel flou artistique relève purement et simplement de malentendus. "(...) Cette situation ne relève nullement d'un conflit personnel entre le délégué général que je suis et le camarade fondateur du CLR et président du Conseil politique", a-t-elle souligné. Non sans rassurer l'auditoire sur la différence à effectuer entre les liens familiaux et politiques entre elle et le "centriste en chef".

" (...) Les liens personnels qui prévalent entre les deux principaux dirigeants du parti ne sauraient souffrir de la moindre aspérité, notamment eu égard à mon infaillible affection et à ma profonde estime à l'égard de cet illustre patriarche, unique et incontestable figure tutélaire de notre formation politique depuis sa création", a-t-elle déclaré.



Les cadres du CLR autour de leur déléguée générale, Nicole Assélé.

Avant d'ajouter : " Le malentendu vécu aujourd'hui par le CLR est plutôt né d'une inob-

servation des textes fondamentaux internes, pourtant communément élaborés et validés

par tous à l'occasion de notre dernier congrès tenu en septembre 2019".

Ndemezo'Obiang et les siens réaffirment leur soutien à Ali Bongo

AEE
Libreville/Gabon

LES ex-cadres et militants de Démocratie Nouvelle (DN), par la voix de leur porte-parole, Jonathan Ndoutoume Ngome, ont démenti officiellement samedi dernier la rumeur autour de la démission du PDG de leur mentor politique, René Ndemezo'Obiang, par ailleurs président du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Les ex-cadres et militants de DN ont profité de l'occasion pour réaffirmer leur "soutien et leur attachement au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba", a d'entrée indiqué le porte-parole. Revenant ainsi sur les motivations qui les ont amenés à adhérer au PDG. A travers la signature de l'acte de fusion-absorption, Jonathan Ndoutoume Ngome a rappelé que cette décision n'a jamais été remise en cause par les membres de l'ex-DN. "Il ne s'agit que de ragots, d'allégations mensongères et fallacieuses destinés à détériorer le lien désormais établi entre le chef de l'État



Photo: F. M. MOMBO

Pour ses partisans, René Ndemezo'Obiang ne quittera pas le PDG.

et M. Ndemezo'Obiang". Non sans garantir que le processus de fusion-absorption DN/PDG est irréversible. " Il connaîtra son épilogue dans les tout prochains jours avec la tenue d'un congrès extraordinaire de dissolution juridique de DN".

Pour eux, c'est une subtile manière de vouloir semer le doute et la confusion dans l'opinion nationale et internationale, en insinuant l'éventualité d'un rapprochement entre Ndemezo'Obiang

et ces derniers. Dénonçant, avant de condamner, ces manœuvres et manipulations de l'opinion. Concernant la lettre adressée au chef de l'État, DN ne trouve aucune faute à cette démarche républicaine. " Bien au contraire, tout citoyen a pleinement le droit de solliciter l'exercice de la fonction qui sied à ses ambitions, à sa carrure ou à ses états de service, sans que cela ne constitue une pression quelconque à l'égard du chef de l'État", a-t-il conclu.